



des « négociations » avec des leaders séparatistes ambazoniens, contrairement à ce qu'annonçait Sisiku Julius Ayuk Tabé la semaine dernière.

En fin de semaine dernière le président de l'autoproclamée République virtuelle du Cameroun, toujours emprisonné, Sisiku Julius Ayuk Tabé, affirmait avoir participé à une rencontre le jeudi 2 juillet avec une équipe envoyée par les autorités, en vue de parvenir à un éventuel cessez-le-feu. Que s'est-il réellement passé ce jour-là ?

Selon des sources concordantes et proches des discussions, une rencontre a bel et bien eu lieu le jeudi 2 juillet au centre épiscopal Mvolyé de Yaoundé. C'était même la seconde rencontre du genre, la première remontant au printemps dernier.

Toujours selon ces sources, Sisiku Ayuk Tabé et plusieurs de ses co-détenus ont été extraits de leur cellule pour y rencontrer Léopold Maxime Eko Eko, le patron de la DGRE, les services de renseignements camerounais, lui-même à la tête d'une délégation de neuf personnes. Quel était l'objet exact de la rencontre ? « *Dire qu'il s'agissait de négocier un cessez-le-feu, c'est exagéré* », reconnaît un des avocats de Sisiku Ayuk Tabé.

Selon nos informations, il s'agissait plutôt d'une rencontre préparatoire pour tenter de trouver un terrain d'entente sur les conditions d'une éventuelle future négociation. De sources

concordantes, depuis février dernier, plusieurs rencontres similaires ont d'ailleurs eu lieu en toute discrétion avec d'autres leaders séparatistes, dont une à Accra.

Dans son communiqué, le gouvernement dément de son côté l'existence de « *négociations* », mais « *réaffirme sa disponibilité à rechercher des solutions pacifiques à la crise* » notamment « *par le dialogue* », et se dit « *ouvert aux différents contacts* », et « *initiatives* » allant dans ce sens, « *dans le respect de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du Cameroun* ». Le gouvernement réitère enfin l'appel du président camerounais Paul Biya aux séparatistes à cesser « *les atrocités contre les civils* » et à répondre à son « *offre de paix* » en déposant les armes.

RFI
